Le personnel de l'OEB demande au Conseil d'administration d'améliorer les ressources humaines et la qualité des brevets

Depuis des semaines, certains membres du personnel de l'Office européen des brevets demandent à la direction de réduire la pression du travail et d'améliorer la qualité de l'octroi des brevets. Il semble maintenant que le conflit s'aggrave : par lettre ouverte, le Comité central du personnel a demandé au Conseil d'administration d'intervenir.

28 février 2024 par Mathieu Klos.

Le Comité central du personnel de l'OEB a envoyé une lettre ouverte au Conseil d'administration, soulevant d'autres préoccupations concernant la qualité des brevets.

La réduction des tâches de production et de la pression de travail, ainsi que l'amélioration de la gestion des ressources humaines, sont les principales demandes du Comité central du personnel (CSC) à la direction de l'OEB. Le CSC se range également de plus en plus du côté de l'initiative industrielle Intellectual Property Quality Charter (IPQC), qui demande à l'OEB d'améliorer la qualité de l'octroi des brevets européens.

Quatre appels à l'action

La semaine dernière, la CSC a envoyé une lettre ouverte - dont la rédaction de JUVE Patent a pris connaissance - au Conseil d'administration, appelant la direction de l'OEB à agir. Elle demande à l'organe de surveillance, qui regroupe les États membres de l'OEB, d'ordonner à la direction de l'office d'entamer un dialogue avec le personnel et de veiller à la mise en œuvre des mesures adoptées par une partie du personnel dans une résolution il y a quelques semaines.

En outre, les employés demandent quatre mesures : augmenter le recrutement, "rétablir un système de gestion de la qualité solide et authentique" et recentrer les priorités de l'Office sur "l'octroi de brevets juridiquement solides qui répondent aux exigences de la Convention sur le brevet européen". Le personnel plaide également pour une révision du système de carrière et de performance de l'OEB afin d'encourager la délivrance de brevets de haute qualité.

Comme l'explique un employé à JUVE Patent, "le système de carrière est le facteur décisif pour plus de qualité. La pression croissante et les exigences de plus en plus nombreuses ont entraîné une baisse de la qualité du travail des employés de l'OEB. Les examinateurs, en particulier, ne s'intéressent qu'à l'achèvement des demandes et ne peuvent plus prendre le temps de vérifier la nouveauté des inventions."

Dialogue rompu

Dans la lettre ouverte au Conseil d'administration, la CSC accuse la direction de l'OEB d'abuser du système de carrière et de performance pour faire pression sur les employés de l'OEB et de se concentrer sur la quantité plutôt que sur la qualité lorsqu'il s'agit de brevets délivrés.

En outre, les employés affirment que la direction de l'EPO a fermé la porte au dialogue et nie tout problème de qualité sans justification.

Environ 1 500 employés de l'OEB de tous les sites ont discuté de la résolution lors de trois réunions à distance à la fin du mois de janvier et au début du mois de février. Environ 1 100 membres ont voté en faveur de la résolution, 31 contre et 66 abstentions. Plus de 300 personnes présentes n'ont pas voté.

Selon l'OEB, il compte 6 300 employés répartis sur ses quatre sites de Munich, La Haye, Berlin et Vienne.

La direction de l'OEB réagit

Contacté par JUVE Patent, le président du conseil d'administration, Josef Kratochvíl, n'a pas encore commenté la lettre ouverte et la résolution de la CSC.

En outre, JUVE Patent a reçu une réponse plutôt générale de la part de la direction de l'OEB lorsqu'elle a été interrogée sur ces allégations. Un porte-parole a déclaré : "L'OEB ne commente pas publiquement les documents internes. Il y a des échanges réguliers avec le comité du personnel et avec les membres du conseil d'administration sur des sujets prioritaires tels que la qualité."

Il reste à voir si la lettre ouverte sera couronnée de succès. Dans le passé, la plupart des 39 États membres ont eu tendance à être loyaux envers l'administration. Les critiques sont surtout venues de grands pays comme la Suisse, l'Allemagne et certains pays scandinaves, qui ont des offices de brevets qui examinent les demandes de brevets indépendamment de l'OEB.

Les critiques se poursuivent

Avec sa résolution et sa lettre ouverte, la CSC exprime ouvertement sa solidarité avec l'IPQC de Siemens et d'autres entreprises industrielles.

Depuis 2022, l'IPQC a fait part à plusieurs reprises à la direction de l'OEB de ses préoccupations concernant la baisse de la qualité des brevets délivrés. L'initiative industrielle comprend 24 entreprises, dont Deutsche Telekom, Bayer, Ericsson, MTU, Nokia, Qualcomm et Procter & Gamble. Au cours du printemps et de l'été 2023, les membres de l'IPQC et la direction de l'OEB ont dialogué.

Toutefois, plusieurs initiés rapportent que la direction autour du président António Campinos a rompu les négociations. De nombreux cabinets de conseil en brevets européens ont également fait part de leurs préoccupations concernant la baisse de la qualité des brevets, à la fois lors de discussions avec JUVE Patent et lors de conférences. Par exemple, les participants au récent Pharma & Biotech Patent Litigation Summit à Amsterdam ont abordé la question.

Ouvert à la discussion ?

L'OEB n'a pas partagé les préoccupations de l'IPQC par le passé, se référant à plusieurs reprises à ses propres études prouvant la bonne qualité. La Charte de qualité des brevets de l'OEB est entrée en vigueur en octobre 2022, remplaçant la précédente politique de qualité publiée par l'OEB en 2013.

Il s'agit d'une composante importante du plan stratégique 2023, que l'OEB a lancé en 2018 pour atteindre ses objectifs avant la fin de la période de cinq ans.

Contacté par JUVE Patent, l'OEB n'a toutefois pas précisé s'il avait l'intention de poursuivre le dialogue. Entre-temps, l'IPQC a annoncé qu'il continuerait à s'ouvrir au public. En juin, l'initiative industrielle tiendra sa propre conférence à Munich.